

CABINET

069
ARRETE N°2022-_____/MSHP/CAB
portant autorisation de création d'un
centre médical privé avec antenne
chirurgicale

VISA CF N° 01180

LE MINISTRE DE LA SANTE
ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE



11/04/2022

- Vu la Constitution ; ✓
- Vu la Charte de la Transition du 1^{er} Mars 2022 ; ✓
- Vu le décret n°2022-041/PRES du 03 mars 2022 portant nomination du Premier Ministre ; ✓
- Vu le décret n°2022-053/PRES/PM du 05 mars 2022 portant composition du Gouvernement ; ✓
- Vu le décret n°2022-0026/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 31 mars 2022 portant attributions des membres du Gouvernement ; ✓
- Vu le décret n°2018-0093/PRES/PM/MS du 15 février 2018 portant organisation du Ministère de la santé ; ✓
- Vu la loi n°23/94/ADP du 19 mai 1994 portant code de la Santé publique ; ✓
- Vu la loi n°034/98/AN du 18 mai 1998 portant loi hospitalière ; ✓
- Vu le décret n°2005-398/PRES/PM/MS du 19 juillet 2005 portant conditions d'exercice privé des professions de santé ; ✓
- Vu le dossier de demande de l'intéressée ; ✓
- Sur avis de la Commission d'examen des demandes d'autorisation de création, d'ouverture, d'extension, de transformation, de cession, de transfert et de fermeture des établissements sanitaires en sa session du 30 juillet 2021. ✓

ARRETE

Article 1 : Le Diocèse de Diébougou, est autorisé à créer un centre médical privé avec antenne chirurgicale (CMA) en Zone hors lotissement du secteur 04 de la commune de Diébougou, province de la Bougouriba. ✓

Article 2 : Le Diocèse de Diébougou dispose d'un délai d'un (1) an, pour procéder à l'ouverture et à l'exploitation du CMA privé. ✓

Article 3 : L'autorisation devient caduque si un (01) an après sa délivrance, le CMA privé n'a pas été créé. ✓

Toutefois, avant l'expiration de ce délai, le Ministre de la santé et de l'hygiène publique peut à titre exceptionnel, sur la demande de l'intéressé, en proroger la validité, pour une nouvelle période non renouvelable d'un (01) an. ✓

Article 4 : L'ouverture et l'exploitation ne deviendront effectives qu'après obtention d'un arrêté du Ministre de la santé et de l'hygiène publique portant autorisation d'ouverture et d'exploitation du CMA privé. ✓

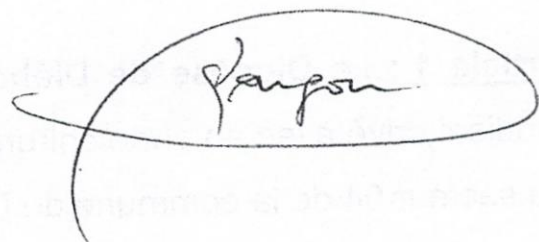
Article 5 : Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature. ✓

Article 6 : L'Inspecteur général des services de santé, le Secrétaire général du Ministère de la santé et de l'hygiène publique, le Gouverneur de la région du Sud-Ouest, le Maire de la commune de Diébougou, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera. ✓

Ampliations :

Ouagadougou, le **20 AVR 2022**

- 1- Original
- 1- Présidence du Faso
- 1- Primature
- 1- SG/MS
- 1- ITSS
- 1- Gouvernorat/Sud-Ouest
- 1- Commune de Diébougou
- 1- Toutes Directions centrales du MS
- 1- DRS/Sud-Ouest
- 1- Ordre professionnel de la santé concerné
- 2- intéressé
- 1- J.O
- 1- Archives/Chrono



Dr Robert Lucien Jean-Claude KARGOUGOU
Chevalier de l'Ordre National